



Cécile Jodogne dans le Garment District à Manhattan, lors du bouclage de l'Ice Box Challenge, une installation liée au développement durable pour les Brussels Days.

Deux ans après les attentats

LA CAPITALE DE L'EUROPE SE RELÈVE

Secrétaire d'État à la Région bruxelloise, chargée du Commerce extérieur et du Service incendie et aide médicale urgente (SIAMU), Cécile Jodogne soutient Bruxelles, l'entrepreneuriat et la création. Nous l'avons accompagnée à New York lors des récents Brussels Days, une mission économique qui fait la promotion des atouts de la Région.

Par **Emmanuelle Jowa**

Paris Match. Pour New York, Bruxelles est un modèle en matière de développement durable et écoconstruction. Cela peut surprendre.

Cécile Jodogne. En 2015, une délégation new-yorkaise débarquait à Bruxelles pour étudier nos constructions passives. Un an plus tard, le maire Bill de Blasio lançait son plan orienté vers les « green buildings », pour diminuer les émissions polluantes des systèmes de chauffage. Il répète à qui veut l'entendre que son programme « construction exemplaire » à NYC est basé sur celui de Bruxelles. Le nouveau Cornell Tech building, à Roosevelt Island, est le plus grand bâtiment passif au monde. Il est inspiré des techniques bruxelloises.

Bruxelles est donc particulièrement à la pointe dans le domaine ?

On réfléchit depuis près de vingt ans à l'écoconstruction. Nous avons une législation très stricte, plus sévère que les normes européennes. Les professionnels ont dû s'adapter et cela a créé un

écosystème intéressant. Nous avons plus d'un million de mètres carrés de bâtiments passifs à Bruxelles. Depuis 2015, c'est la norme, on ne peut construire que du passif.

La mode est un autre atout bruxellois. Alexandra Lambert, fondatrice et directrice de MAD Brussels, souligne qu'elle entend précisément mettre l'accent sur le caractère européen, ouvert de la capitale.

Chaque année, en collaboration étroite avec Bruxelles Invest & Export (hub.brussels), MAD explore les marchés internationaux avec des créateurs bruxellois. Le secteur de la mode et du design est important en termes d'image pour la Région bruxelloise. Il est également créateur d'emplois et de valeur. On estime qu'il génère plus de 6000 emplois directs et indirects et plus de 400 millions d'euros de valeur ajoutée.

Quid du tourisme, produit essentiel de l'activité économique de la Région, considéré comme une exportation ?

Le public américain reste un des publics cibles du tourisme bruxellois, après les pays limitrophes. Bon nombre de touristes du Japon, de Chine et de Corée du Sud sont curieux de découvrir notre patrimoine et notre gastronomie. Les attentats de mars 2016 ont eu un impact sur leur venue. Le choix de New York s'imposait aussi pour relancer celui de Bruxelles comme destination touristique auprès des Américains.

Quel est aujourd'hui le taux d'occupation des hôtels à Bruxelles ?

Il a atteint 70 % en 2017, soit une augmentation de 8,7 % par rapport à 2016. C'est toutefois légèrement moins qu'en 2015, mais les chiffres des derniers mois laissent penser que cette croissance se poursuivra en 2018. En décembre dernier, le taux d'occupation était de 68 %, contre 60 % en décembre 2016. Un pic a été enregistré à 89 % le 31 décembre. Les Asiatiques et les Américains sont moins nombreux. Il y a, en revanche, parmi les touristes européens, des Espagnols, plus nombreux à visiter Bruxelles.

La Région a-t-elle retrouvé son rythme d'avant le 22 mars 2016 ?

Bruxelles renoue petit à petit avec les chiffres d'avant les attentats, ce qui permet de maintenir l'ambition formulée par visit.brussels fin 2015 : viser une croissance progressive pour dépasser, au terme du contrat de gestion 2022, la barre symbolique des dix millions de nuitées. L'objectif consiste non seulement à accroître le tourisme de séjour (loisirs et affaires), mais également le tourisme d'un jour. En 2017, la fréquentation des musées et des attractions de la Région a augmenté par rapport à l'année précédente, pour revenir aux chiffres de 2015. L'objectif est de poursuivre une croissance annuelle de l'ordre de 5 %. Le secteur des voyages d'affaires s'est montré plus stable face aux événements de 2015 et 2016 et on constate une reprise des demandes. Sa croissance doit être renforcée, moyennant une augmentation du nombre de congrès et de salons organisés à Bruxelles. Les campagnes comme Call Brussels, Mixcity, Where Will Brussels Take You ou l'anniversaire des Schtroumpfs ont contribué à booster l'attractivité de la Région.

Dans quels secteurs faut-il encore déployer des moyens pour rendre son lustre à la capitale de l'Europe ?

Il faut renforcer la promotion de l'offre touristique et culturelle dans les dix-neuf communes, profiter du déploie-

ment de Kanal (la reconversion du garage Citroën place de l'Yser en un centre d'art géant, destiné à devenir un pôle culturel majeur de la capitale, NDLR) pour renforcer le cluster culture et mettre plus de Bruxellois à l'emploi dans le secteur.

Quelle a été l'évolution des mesures de sécurité à Bruxelles depuis mars 2016 ?

La Belgique dispose d'une législation qui établit clairement à quels niveaux s'établit la planification d'urgence, ce qu'elle doit prévoir et comment s'organise la gestion d'une crise. Elle prévoit notamment des structures multidisciplinaires de coordination. La sixième réforme de l'Etat a confié à la Région bruxelloise de nouvelles missions en matière de sécurité : la coordination des politiques de sécurité et de prévention et l'élaboration d'un plan régional de sécurité. Le gouvernement bruxellois 2014-2019 a mis en place les outils d'une sécurité urbaine intégrée et renforcée dans l'ensemble de ses dimen-

NOUS ATTENDONS DE PLUS EN PLUS D'ACTEURS FINANCIERS À BRUXELLES PLUTÔT QU'À LONDRES

sions. Toute la chaîne, de la prévention à la réaction en passant bien sûr par la formation avec l'Ecole des métiers de la sécurité (police, pompiers, aide médicale urgente, etc.), est concernée.

Quels sont les avantages que vous avancez pour attirer à Bruxelles les entreprises post-Brexit ?

Face à ses concurrents – Luxembourg, Paris, Francfort pour la finance, Amsterdam, Dublin pour son caractère anglophone –, Bruxelles a de nombreuses

cartes à jouer. Nonobstant que le choix du Brexit est pour moi regrettable, il faut l'envisager comme une opportunité pour la Région. Bruxelles est la capitale la plus proche de Londres en Europe continentale : seules deux heures de train séparent les villes. L'axe de travail est de convaincre les entreprises internationales qui ont actuellement un siège à Londres de relocaliser certaines de leurs activités à Bruxelles. Nous visons les institutions et entreprises dans des secteurs niches où Bruxelles a des avantages spécifiques. La capitale belge a des atouts évidents : hub européen et international, centre de décision et d'influence, diversité culturelle et ouverture, etc. Bruxelles se profile comme un centre d'excellence pour plusieurs activités financières clés. Nous y avons une expertise reconnue dans les activités de back-office, telles que la compensation ou la gestion des transferts d'argent. La Région est aussi un vivier pour les entreprises technologiques de la fintech, au cœur d'un écosystème numérique belge classé dix-huitième au monde. Cet écosystème est soutenu par la présence d'un régulateur financier robuste et pragmatique. Nous attendons de plus en plus d'acteurs financiers à Bruxelles plutôt qu'à Londres, notamment en raison de la future perte du passeport financier européen, indispensable à certaines activités comme, par exemple, l'émission d'actions ou d'obligations en euros.

Concrètement, quelles sont les mesures prévues pour attirer ces firmes ?

Nous appliquons une série de mesures dont la prospection du top 100 des entreprises britanniques en affaires avec l'Union européenne, surtout dans les secteurs numérique, pharmaceutique

BUSINESS : QUE MANQUE-T-IL ENCORE AUX FEMMES ?

« La confiance en soi », répond Cécile Jodogne. Et l'un des meilleurs moyens de la renforcer, c'est d'amplifier et bétonner les réseaux. « Lors de chaque mission économique, je rencontre des femmes entrepreneures. Ces rencontres montrent combien les défis auxquels elles sont confrontées sont convergents dans les différents pays. Ces rencontres permettent un échange de bons procédés, incontournables lorsque l'on désire lancer sa propre affaire. Les mots qu'il faut se répéter comme un leitmotiv : s'informer, réseauter, créer et oser ! »



49

« A Bruxelles, le taux d'emploi des femmes est de 49 %. Seule une

femme sur dix est une travailleuse indépendante. Par rapport au reste de l'Europe, le taux de travail indépendant féminin en Belgique est le plus bas d'Europe (3,1 % en 2014 contre 8,4 % au Portugal, qui a le résultat le plus élevé). Seulement 28 % des travailleurs indépendants à Bruxelles sont des femmes, contre 33 % dans le reste du pays. De plus, parmi les employés, 41,9 % des femmes travaillent à temps partiel, contre 17,9 % des hommes. Mais ces chiffres restent relativement encourageants, car l'évolution du nombre d'indépendantes bruxelloises a augmenté de 16 % en cinq ans. »

et des fintech, où Bruxelles a des atouts. Nous organisons des événements conjoints avec des chambres de commerce basées à Londres, des séminaires et des « high teas » à Londres : des juristes, consultants et financiers bruxellois y présentent leurs compétences et services à destination des industriels anglais.

Le soutien des businesswomen est un de vos fers de lance. Quel est le profil « moyen » des femmes entrepreneures à Bruxelles ?

Ce sont plutôt des jeunes femmes diplômées. Le baromètre de l'entrepreneuriat au féminin de la plate-forme Women in Business indique que 58 % des femmes entrepreneures ont moins de 35 ans et que 57 % des femmes indépendantes belges sont titulaires d'un diplôme du supérieur. Les femmes représentent 28 % des indépendants à Bruxelles. Les indépendantes bruxelloises sont nettement plus nombreuses à exercer une profession libérale ou intellectuelle. Le deuxième grand secteur dans lequel elles sont actives est le secteur qui regroupe le commerce, l'horeca, les divertissements, la banque et les assurances.

Pourquoi Bruxelles est-elle mauvaise élève en matière d'entrepreneuriat féminin ?

Au moment de se lancer ou de faire prospérer une entreprise, les femmes font face à de nombreux obstacles, comme les stéréotypes sexistes négatifs. Elles sont parfois victimes de préjugés dans le processus d'octroi d'un emprunt (elles recourent d'ailleurs plus à l'auto-financement que les hommes). Elles ont des réseaux plus restreints, moins diversifiés, moins efficaces, davantage basés sur la famille et les amis. Autre élément : les politiques fiscales décourageantes. Mais le frein le plus important demeure la conciliation entre vie privée et vie professionnelle. ■